

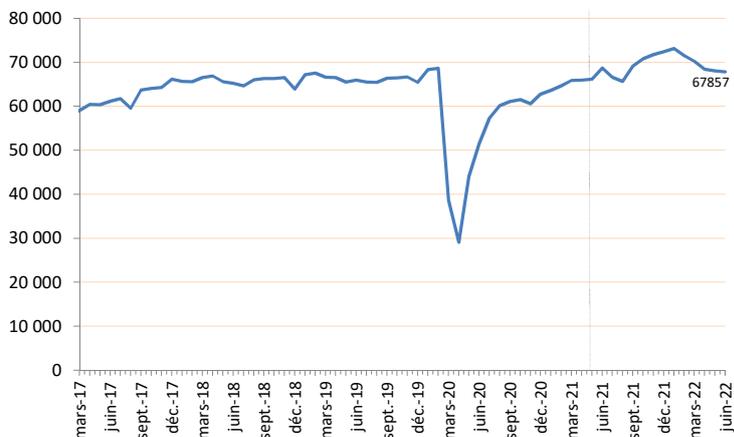
## L'emploi intérimaire en Nouvelle-Aquitaine

### Situation fin Juin 2022

Source : DARES - Données CVS en fin de trimestre

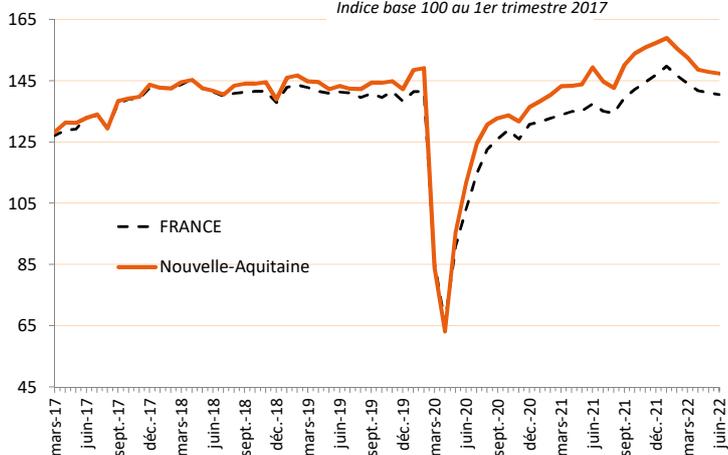
#### Évolutions de l'emploi intérimaire

Évolution du nb d'intérimaires en Nouvelle-Aquitaine

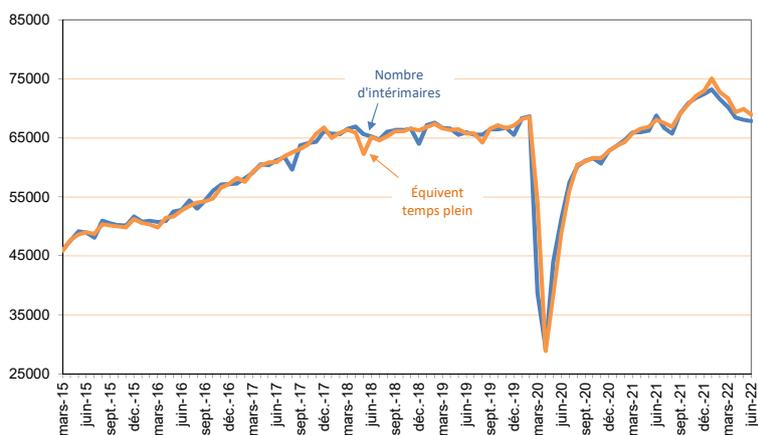


Évolution en Nouvelle-Aquitaine et en FRANCE

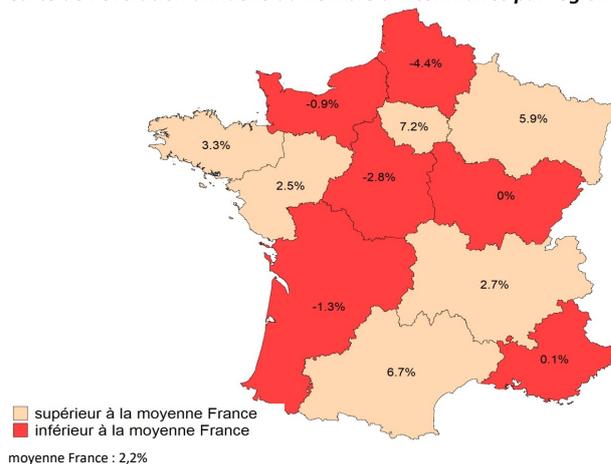
Indice base 100 au 1er trimestre 2017



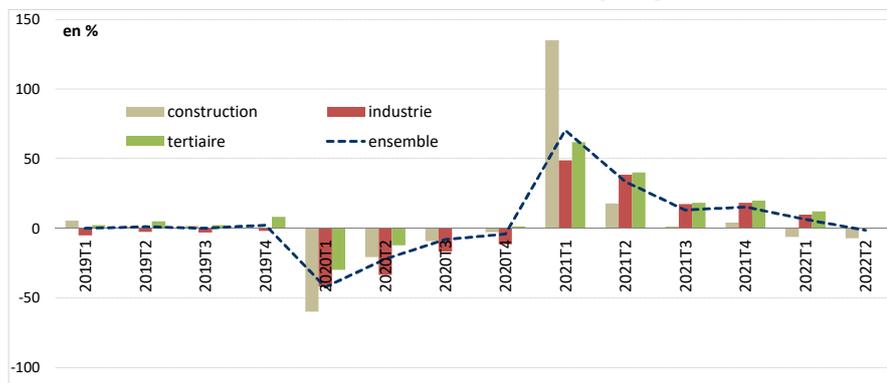
Volume de travail temporaire en ETP et nb d'intérimaires en fin de trimestre



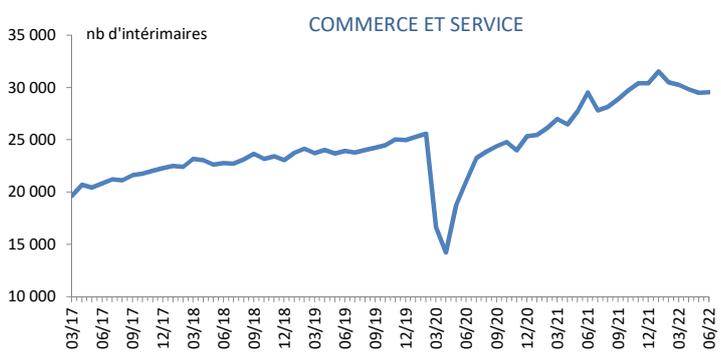
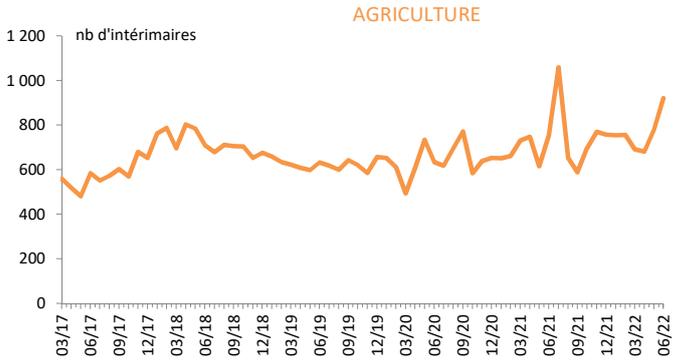
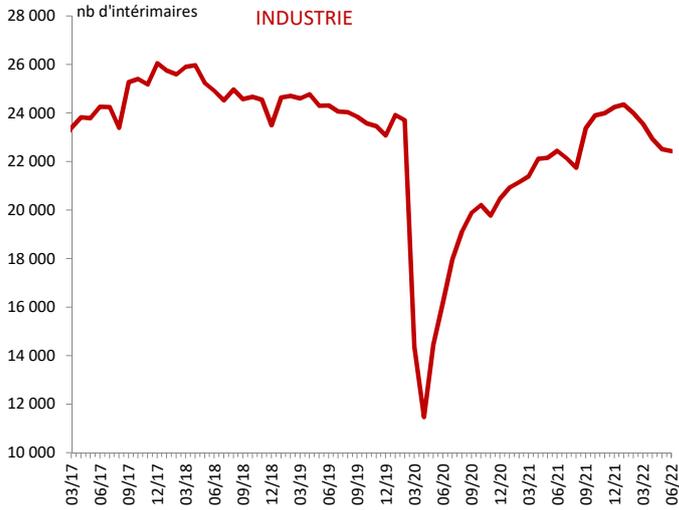
Carte de l'évolution annuelle du nombre d'intérimaires par région



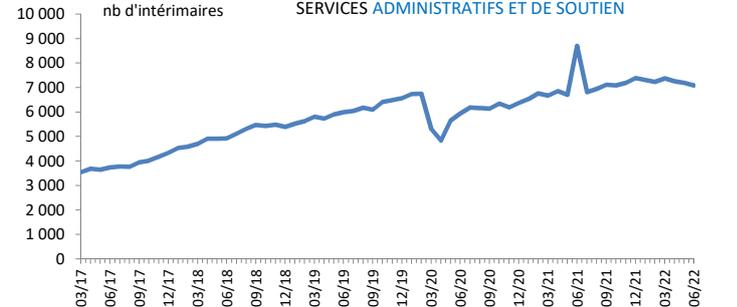
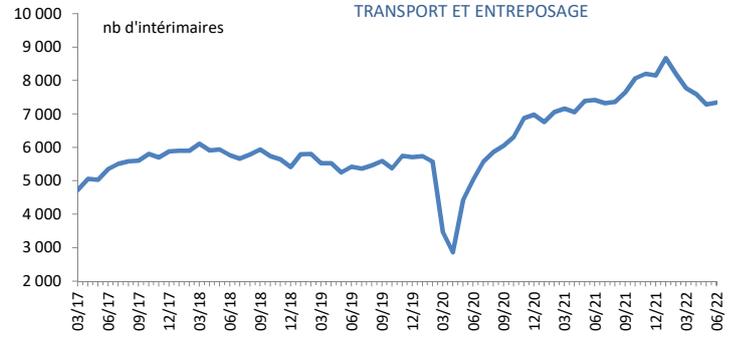
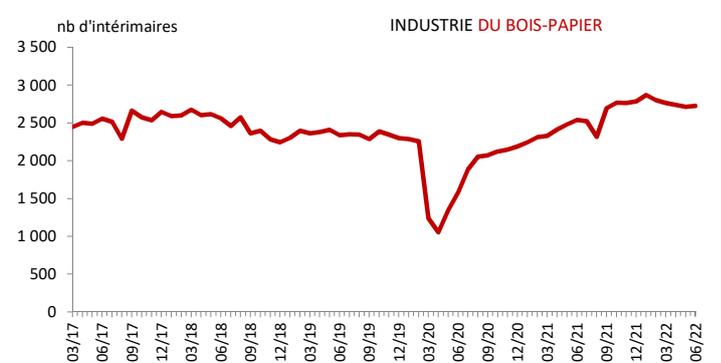
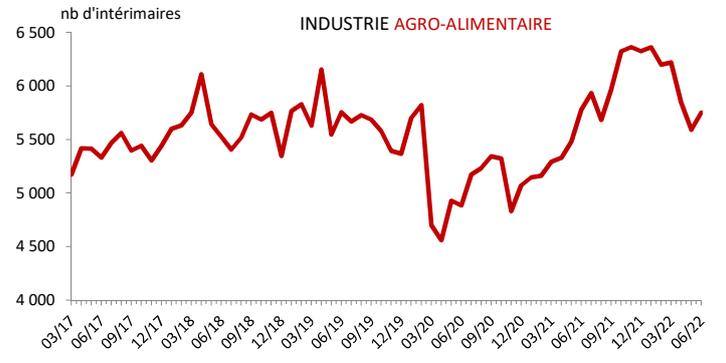
#### Évolution trimestrielle (sur un an) de l'intérim par grand secteur



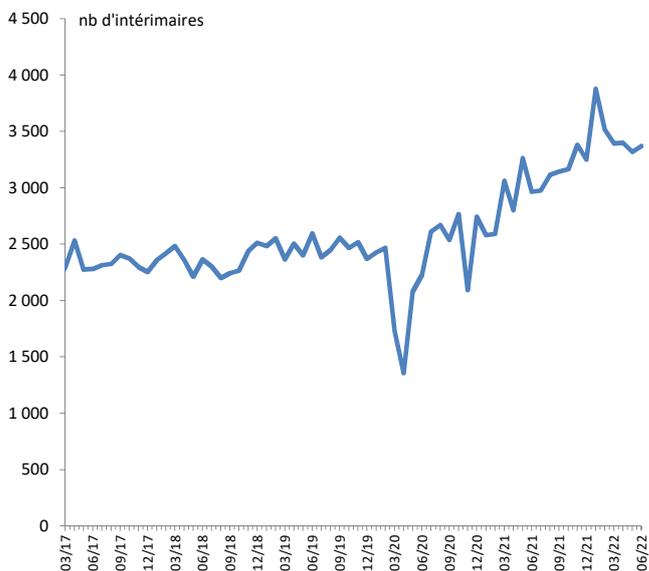
## Evolution dans les 4 grands secteurs d'activité



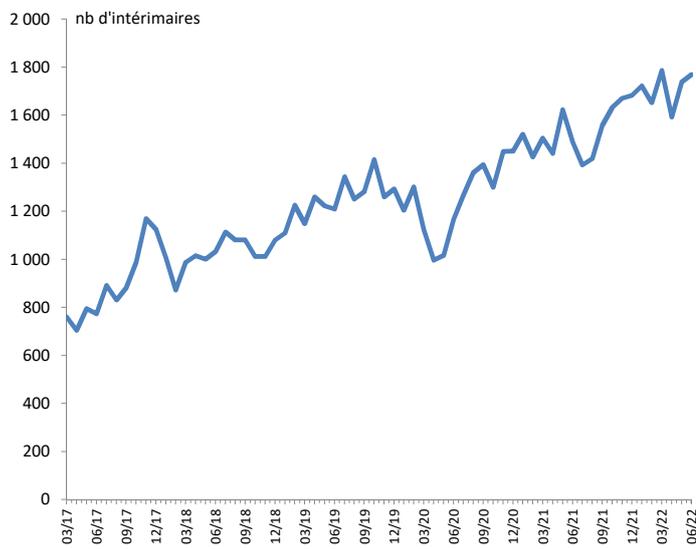
## Evolution dans dans les 8 sous-secteurs principaux



COMMERCE DE DETAIL



HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET ACTION SOCIALE



**Tableau - Le travail intérimaire par secteur d'activité**

Code NACE 38	Secteur d'activité	Nb intérimaires Juin 2022	Évolution annuelle	Evol. France
	<b>Tous secteurs</b>	<b>67 858</b>	<b>-1,3%</b>	<b>2,2%</b>
AZ	Agriculture	921	22,0%	-1,3%
	<b>Industrie, dont :</b>	<b>22 442</b>	<b>0,0%</b>	<b>5,2%</b>
BZ	Industries extractives	268	-9,1%	-6,6%
CA	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5 752	-0,5%	4,0%
CB	Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	797	-6,3%	-2,6%
CC	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	2 727	7,3%	8,0%
CD	Cokéfaction et raffinage	103	12,1%	12,3%
CE	Industrie chimique	726	-0,1%	7,6%
CF	Industrie pharmaceutique	463	21,6%	12,6%
CG	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que autres produits minéraux non métalliques	2 023	-2,4%	1,3%
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	2 212	11,5%	2,9%
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	464	-4,1%	5,4%
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1 137	-3,0%	4,8%
CK	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1 204	-12,0%	3,7%
CL	Fabrication de matériels de transport	2 029	0,3%	16,8%
CM	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	1 224	-10,9%	1,6%
DZ	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	286	2,4%	-1,7%
EZ	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 029	0,4%	6,3%
FZ	<b>Construction</b>	<b>14 928</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-5,1%</b>
	<b>Tertiaire, dont :</b>	<b>29 566</b>	<b>0,1%</b>	<b>3,1%</b>
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7 515	9,6%	9,3%
HZ	Transports et entreposage	7 344	-1,1%	-5,0%
IZ	Hébergement et restauration	1 291	75,6%	121,4%
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	63	7,3%	26,2%
JB	Télécommunications	98	-48,4%	-13,3%
JC	Activités informatiques et services d'information	246	-22,5%	0,6%
KZ	Activités financières et d'assurance	561	25,5%	-3,1%
LZ	Activités immobilières	234	-12,9%	-7,8%
MA	Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	996	2,6%	1,0%
MB	Recherche-développement scientifique	170	61,5%	11,2%
MC	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	259	-17,5%	-59,6%
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	7 091	-18,6%	-1,6%
OZ	Administration publique	347	35,7%	17,6%
PZ	Enseignement	312	-5,5%	20,1%
QA	Activités pour la santé humaine	712	8,3%	20,8%
QB	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	1 769	18,8%	19,4%
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	145	67,3%	123,3%
SZ	Autres activités de services	413	31,6%	9,1%

**Durées de mission moyennes (en semaines) par secteur d'activité**

(nb de semaines)	Juin						France 2022
	2022	2021	2020	2019	2018	2017	
Agriculture	2,3	2,0	2,1	1,8	1,8	1,7	2,0
Industrie	3,3	3,0	2,7	3,1	2,7	2,7	2,4
Construction	2,3	2,1	2,0	2,3	2,1	2,0	3,5
Tertiaire	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,2	1,4
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>



## Source

Depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM– adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire (cf. articles L.1251-46, R.1251-7 et R.1251-8 du code du travail). À partir de cette information, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels.

Les données diffusées dans ce fichier sont des données fin du dernier mois du trimestre qui fournissent le nombre d'intérimaires en fin de mois ventilé par secteur d'activité et par région de l'établissement de travail temporaire (ici établissement localisé en Nouvelle-Aquitaine).

## Concept d'emploi intérimaire et exploitation statistique

En raison de la forte variabilité journalière, le nombre d'intérimaires est calculé à l'aide de l'indicateur fin de mois du trimestre, construit en fonction de la moyenne des cinq derniers jours ouvrés « pertinents », et non au seul dernier jour ouvré du trimestre. Les cinq derniers jours ouvrés « pertinents » sont les cinq derniers jours ouvrés du mois qui ne sont pas concernés par un « pont ». Il existe aussi un traitement spécifique pour le mois de décembre afin d'exclure la période entre les fêtes.

*Les évolutions publiées, provisoires comme révisées, sont corrigées des variations saisonnières. Les séries CVS sont réalisées à l'aide de la procédure X12 en retenant le modèle multiplicatif. Les coefficients CVS sont réestimés tous les mois.*

## Autres définitions

**Equivalent-emplois à temps plein sur le mois (ETP)** : mesure un volume de travail en intérim. On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

**CDI intérimaire** : le CDI intérimaire est entré en vigueur suite à l'accord national du 10 juillet 2013. Ce nouveau type de contrat de travail alterne des périodes d'exécution de missions et des périodes sans activité appelées "période d'intermission", sans que le contrat de travail ne soit rompu.